

La politique britannique dans la tourmente

jeudi 26 décembre 2019, par [PASHKOFF Susan](#) (Date de rédaction antérieure : 11 septembre 2019).

C'est une période tumultueuse pour la politique britannique : le Parlement est revenu de sa pause estivale le 3 septembre face à un nouveau Premier ministre, Boris Johnson, élu par les seuls députés conservateurs après la démission de Theresa May. Le gouvernement conservateur avait une majorité fonctionnelle d'une voix à ce moment-là (y compris les députés du Parti unioniste démocratique, DUP, d'Irlande du Nord). Johnson l'a perdue le jour même puisque Phillip Lee (un ancien député conservateur) a radicalement changé d'allégeance pour se joindre aux libéraux-démocrates pendant que le Premier ministre s'adressait au Parlement. La coalition parlementaire conservatrice et unioniste a continué de rétrécir au cours des jours suivants.

Le Parlement a de nouveau fermé ses portes le 9 septembre après seulement 6 jours de séance. Pendant ce temps, Johnson a subi 6 défaites consécutives de la part des députés et des lords, a provoqué de nombreuses manifestations à travers la Grande-Bretagne et a organisé ce qui semble être la pire crise que les Conservateurs aient jamais connue.

Et pour couronner le tout, le tribunal écossais a conclu à l'unanimité que le Premier ministre avait induit la reine en erreur et que ses actions étaient illégales. En effet, la Cour a jugé que Boris Johnson avait menti à la reine afin d'obtenir la suspension des séances (dite prorogation) du Parlement. Certains députés restèrent sur leurs sièges, tandis que d'autres manifestaient à l'extérieur. Le député travailliste et juriste reconnu, Keir Starmer, a exigé que le Parlement soit rappelé immédiatement, avant que la Cour suprême n'examine les trois jugements la semaine suivante.

Les origines de la crise

Avant la reprise des travaux parlementaires, les membres conservateurs du « très honorable Conseil privé de Sa Majesté » ont demandé à la reine de proroger (suspendre) le Parlement pendant cinq semaines, ce qu'elle a accepté de faire.

Il est normal que le Parlement ne siège pas lorsque les principaux partis tiennent leurs conférences, mais là il s'agit d'une très longue suspension des travaux, de plus en période de crise constitutionnelle. L'idée de permettre à un « nouveau gouvernement » de préparer les législateurs à un discours de la reine n'a été prise au sérieux par personne malgré les répétitions constantes du gouvernement et des députés conservateurs. Et le moment choisi pour prendre cette mesure était révélateur : il s'agissait clairement d'une tentative de contrecarrer toute possibilité de bloquer un Brexit sans accord.

Lorsque Dominic Raab a évoqué la possibilité d'une prorogation lors des élections à la direction du Parti conservateur, d'autres (dont Boris Johnson et Michael Gove) ont écarté cette proposition, la jugeant antidémocratique et simplement impossible. Pourtant, non seulement la loi de prorogation a été conçue pendant les vacances, mais par la suite il a été révélé qu'elle était déjà planifiée des semaines plus tôt.

Cette tentative de saper la souveraineté parlementaire et, partant, la démocratie, a fait affluer des manifestants dans les rues dès que les plans ont été annoncés le 28 août. Et l'opposition a agi dès la reprise des travaux du Parlement. Le Parti travailliste, le Parti national écossais (SNP), les libéraux-démocrates, Plaid Cymru, Change UK et les Verts ainsi que des conservateurs dissidents ont pris le contrôle de l'ordre du jour des Communes. Johnson avait déclaré qu'il s'agissait d'un vote de confiance envers son gouvernement. Mais 21 députés conservateurs, dont l'ancien chancelier de l'Échiquier Phillip Hammond, le « père de la Chambre » Ken Clarke, l'ancien procureur général Dominic Grieve, l'ancien membre du Cabinet Rory Stewart, Oliver Letwin (qui a présenté la motion) et Nicholas Soames, petit-fils de Winston Churchill, ont voté contre pour permettre l'avancée du projet de loi contre le Brexit sans accord.

Ils ont été expulsés du groupe parlementaire du parti conservateur, laissant Johnson sans majorité parlementaire (21 voix manquantes). Sa première défaite aux Communes en tant que Premier ministre.

La Chambre des communes a alors appuyé un projet de loi de la députée travailliste Hilary Benn visant à empêcher un Brexit sans accord, qui jusque-là était la position légale par défaut pour le 31 octobre. Une députée conservatrice de plus, Caroline Spelman, s'est jointe aux rebelles de la veille et a voté en faveur du projet de loi. Elle a dit qu'elle se retirerait aux prochaines élections parlant d'un « abus du Brexit ». Le projet de loi a été adopté en urgence par la Chambre des communes le 4 septembre, puis il a été présenté aux Lords. Après la présentation de 100 amendements hostiles, on craignait qu'il ne puisse être débattu avant la prorogation, mais en fin de compte les lords ont retiré tous leurs amendements et le projet de loi a été adopté le vendredi 6. Il est ainsi devenu loi le lundi 9 après avoir reçu la sanction royale.

L'humiliation continue

Le 29 août, au lendemain de l'annonce de la prorogation, la dirigeante conservatrice écossaise, Ruth Davidson, démissionnait du parti en invoquant des problèmes familiaux et le traitement du Brexit, contre lequel l'Écosse avait voté majoritairement au référendum. Comme l'accroissement du nombre de députés conservateurs représentant l'Écosse à Westminster a été attribué à son engagement et que c'est grâce à cela que le gouvernement conservateur a pu obtenir la majorité à Westminster, cela crée de nouveaux problèmes.

Le 4 septembre, lors de la première séance de questions parlementaires, le député travailliste Tan Dhesi a demandé au Premier ministre quand allait commencer l'enquête sur l'islamophobie au sein du parti conservateur (Johnson l'avait promis lors de son élection à la direction du parti) et a exigé qu'il présente des excuses pour ses commentaires racistes sur les femmes musulmanes portant la burka - selon Johnson elles ressembleraient à des braqueuses de banques et des boîtes à lettres. Son attaque cinglante a été applaudie alors que Johnson a bafouillé au sujet de ses propres ancêtres et a essayé d'attirer l'attention sur l'antisémitisme présumé du Parti travailliste. Sa défense « comment puis-je être raciste compte tenu de ma famille » n'a pas eu l'écho espéré du fait de ses antécédents de déclarations racistes et misogynes.

Une fois que le projet de loi Benn a été envoyé aux Lords, Johnson a introduit un appel à des élections générales anticipées. En vertu de la loi adoptée par le gouvernement conservateur-libéral en 2011 instaurant les élections législatives à date fixe (Fixed Term Parliament Act, FTPA), il fallait une majorité de deux tiers pour l'adopter. Le gouvernement a été défait avec l'abstention du Parti travailliste lors du vote. C'était le cinquième vote qu'il perdait en une semaine.

L'utilisation par Johnson d'insultes homophobes et misogynes contre Jeremy Corbyn, traité entre autres de « poulet javellisé » pour ne pas avoir accepté une élection générale est un autre exemple

du comportement puéril du Premier ministre actuel. Se pavanant comme un petit caïd de cour de récréation, il espérait imposer à Corbyn les élections anticipées par son « double défi ». Au cours de ces débats le porte-parole des conservateurs à la Chambre des communes, Jacob Rees-Mogg s'est allongé sur plusieurs sièges, ses nounous se sont alors vues reprocher de ne pas lui avoir appris un comportement approprié, ce qui a engendré une foule de blagues sur les réseaux sociaux ; le dévouement de Rees-Mogg à sa nounou (qui élève ses 6 enfants) est bien connu : elle l'a même accompagné durant la campagne électorale lors de sa première tentative pour devenir député du comté de Fife. L'exhibition de tels privilèges par Johnson et Rees-Mogg n'a pas seulement suscité de nombreuses blagues, elle a aussi rappelé aux salariés ce qui les répugne chez les conservateurs.

Le 4 septembre toujours, le chancelier de l'Échiquier Sajid Javid a présenté le projet de budget pour 2020. Alors que Johnson avait annoncé que beaucoup d'argent serait accordé aux services d'éducation, de santé et de police - ce qui ressemblait à un lancement de campagne électorale - peu de nouvelles dépenses furent annoncées. Ceux qui voudront se détendre n'auront pas de mal à contester les annonces de Johnson.

Johnson et les conservateurs ont continué à sombrer. Le frère de Boris Johnson, Jo Johnson (conservateur et membre du gouvernement), a démissionné du parti, du gouvernement et du Parlement (il manque maintenant 22 voix à la « majorité » conservatrice). La tentative du Premier ministre de faire une apparition dans le Yorkshire pour faire « débattre le peuple » du Brexit fut un fiasco. Un des participants lui a poliment demandé de quitter la ville alors qu'un autre lui demandait moins poliment pourquoi il n'était pas en train de négocier avec l'UE à Bruxelles.

Sa déclaration publique devant les nouvelles recrues de la police a ajouté à la pagaille. Après l'avoir attendu pendant 20 minutes une jeune policière, épuisée, s'est effondrée. Après un bref coup d'œil, Johnson a poursuivi son discours. Utiliser la police comme toile de fond d'un discours politique (ce qui mine sa prétendue neutralité) n'est pas du tout apprécié en Grande-Bretagne, donc il a été l'objet de critiques non seulement d'autres politiciens et commentateurs, mais aussi du chef de la police du West Yorkshire.

Comme si la situation ne pouvait qu'empirer, le samedi 7 septembre la députée conservatrice Amber Rudd - qui s'était sacrifiée alors qu'elle était ministre de l'Intérieur pour protéger Theresa May lors d'un scandale - a quitté le Parti conservateur et le gouvernement (elle était secrétaire d'État au Travail et aux Retraites). Elle a estimé que Boris Johnson n'essayait pas d'obtenir un accord avec l'UE et se concentrait plutôt sur un Brexit sans accord. Elle l'a également critiqué pour l'exclusion du parti de 21 députés.

Le lundi 9 septembre, Johnson a présenté une autre motion pour des élections générales en octobre, mais la démission du président des Communes, John Bercow (qui a été une épine dans le pied des Brexiteurs tout au long du processus) a eu raison de sa tentative. Cela faisait suite à la surprenante annonce faite un peu plus tôt par la secrétaire d'État aux Entreprises, à l'Énergie et à la Stratégie industrielle, Andrea Leadsom, selon laquelle les Conservateurs allaient présenter un candidat contre Bercow contrairement à la décision de leur Convention. Or, avant d'être président de la Chambre des communes, Bercow a été élu député conservateur.

Johnson a subi une autre défaite concernant la date des élections, ce qui signifie que même si elles auront lieu bientôt, ce n'est pas lui qui choisira quand. Les rumeurs selon lesquelles il pourrait présenter un projet de loi contournant la FTPA, qui ne nécessiterait qu'une majorité simple, ont été oubliées, probablement parce qu'il n'y avait aucune chance qu'il obtienne le nombre de voix nécessaire.

Si pour les conservateurs il serait politiquement préférable que les prochaines élections fassent suite

à un second référendum sur le Brexit, au cours duquel les travaillistes feraient campagne pour le maintien dans l'UE, cette option n'est plus envisageable à l'heure actuelle. Et vu comment le Parti travailliste a joué, il n'est pas certain qu'elle l'ait jamais été.

Implosion du Parti conservateur

Bien que l'implosion du Parti conservateur procure un grand plaisir, nous devons comprendre qu'il s'agit là d'une lutte pour le cœur (s'ils en ont un, desséché comme il est) et pour l'âme du Parti conservateur. La droite conservatrice tente de transformer rapidement ce parti de centre-droite en un parti résolument de droite - ce qui est similaire à la transformation du Parti républicain des États-Unis, mais sans le rôle joué là-bas par la droite religieuse. Aux États-Unis cette transformation a duré des décennies après la création de la coalition de Ronald Reagan. C'est cela que cache la purge des 21 députés, les membres les plus connus et respectés de leur parti.

L'enjeu est partiellement stratégique. Il s'inscrit dans la poursuite des projets de la droite internationale de contrôler les actuels partis de centre-droite pour les placer dans le camp politique de Donald Trump, Matteo Salvini (Italie), Viktor Orbán (Hongrie) et Benyamin Netanyahu (Israël). Ce dernier a d'ailleurs été reçu par Johnson le 5 septembre, « par hasard »...

La tentative de faire sortir la Grande-Bretagne de l'UE dans le cadre d'un Brexit sans accord vise à créer une alliance atlantiste avec les États-Unis, favorisant la poursuite de la déréglementation et de la privatisation du secteur public britannique. La Grande-Bretagne serait clairement le partenaire junior dans ce scénario - tant pis pour « la souveraineté » qui a été une partie si importante et si absurde de la campagne référendaire. Toutes les réglementations économiques, environnementales, agricoles et en matière d'emploi qui existent en Grande-Bretagne à la suite de l'adhésion à l'UE seraient balayées. C'est le véritable objectif de la droite conservatrice : un accord ne les intéresse pas, ils veulent éliminer le secteur public et la réglementation pour des raisons idéologiques.

Nous savons exactement comment Johnson compte s'y prendre (il est à peu près aussi subtil qu'un éléphant) : il veut organiser les prochaines élections sous la forme du « peuple contre le Parlement ». C'est risqué. Il n'y a aucune garantie que « le peuple » considère que les Conservateurs sont ses alliés. Les privilèges des députés conservateurs qui déterminent leur comportement peuvent se retourner contre eux, leur arrogance se transformant en cendres lorsque les gens de la classe ouvrière se souviennent de ceux qui les ont bernés pendant des décennies. Car c'est surtout le parti conservateur (avec l'aide des Libéraux-démocrates) qui a détruit l'industrie et le secteur manufacturier en Grande-Bretagne et a encouragé l'austérité et non l'UE.

On ne sait toujours pas si ce projet réussira ou s'il va provoquer une scission au sein du Parti conservateur. Mais pour dire les choses comme elles sont, Johnson n'est pas bien parti, quoi qu'il arrive. La droite conservatrice semble prête à éliminer les députés conservateurs modérés, ce qui renforcera les libéraux-démocrates s'emparant des votes des électeurs conservateurs favorables à l'UE. Conservateurs et libéraux-démocrates sont en concurrence pour un grand nombre de sièges, ce qui risque de condamner Johnson et les siens à zigzaguer en permanence. C'est une perspective pénible non seulement pour nous, mais surtout pour Johnson lui-même.

Royaume-Uni défié

Il y a un autre domaine de difficultés politiques pour les conservateurs. L'utilisation du nationalisme anglais et du quasi-populisme a permis la victoire du Brexit au référendum et a servi pour justifier le recul électoral dans les régions où le vote contre le Brexit était fort.

Dans ce domaine, Johnson semble se concentrer sur la concurrence avec le Brexit Party. Il espère

soit neutraliser le parti de Nigel Farage (en convainquant les partisans du Brexit que son parti est le parti du Brexit), soit conclure un accord électoral avec lui. Il pense qu'il peut remporter les prochaines élections générales compte tenu des résultats du référendum et des divisions politiques dans le pays, notamment en remportant des sièges dans certaines circonscriptions traditionnellement travaillistes, qui ont voté pour le Brexit.

Mais un pacte avec Farage ou sa neutralisation ne fonctionnera que si Johnson réussit à faire une sortie de l'UE sans accord. N'importe quoi d'autre verrait le Brexit Party à l'offensive contre lui. Farage est l'homme-orchestre du Brexit Party, mais ses soutiens se limitent à l'Angleterre et à certaines régions du Pays de Galles. Les électrices et les électeurs d'Écosse et de l'Irlande du Nord ont voté contre le Brexit. Et rien ne prouve qu'ils aient changé d'avis. Avec la démission de Davidson les Conservateurs écossais vont certainement perdre des sièges, ce qui pourrait miner le parti dans l'ensemble de la Grande-Bretagne.

Les pressions de Johnson en faveur d'un non à l'accord renforcent les demandes d'un nouveau référendum sur l'indépendance en Écosse avec d'importantes manifestations en août et septembre. De plus, l'équipe de Corbyn a indiqué que les travaillistes ne bloqueraient pas une telle demande à Westminster. Nous avons même vu des mobilisations non négligeables en faveur de l'indépendance du Pays de Galles.

En outre, le principal point d'achoppement du projet de loi de Theresa May sur le retrait de l'UE concerne la frontière britannique en Irlande, entre la République d'Irlande et les six comtés. C'est une question cruciale de l'accord de paix pour l'Irlande du Nord de 1998. Il n'y a aucune proposition des Conservateurs pour remplacer le « backstop » (maintien de l'Irlande du Nord dans le marché commun), qu'ils prétendent détester. Mais pour l'UE ce n'est pas négociable : en cas de Brexit il faut soit une frontière entre l'Irlande et la Grande-Bretagne sortie de l'UE, soit une frontière qui sépare les six comtés de la République d'Irlande...

Socialist Resistance soutient la demande de réunification de l'Irlande, même si nous ne pensons pas qu'elle soit à l'ordre du jour étant donné l'opposition des principaux partis de la République d'Irlande à un tel scrutin. Nous avons fait campagne en faveur d'un vote en faveur du oui lors du premier référendum sur l'indépendance de l'Écosse et nous allons le faire à nouveau, s'il y a une seconde chance. Nous pensons que l'éclatement de l'État impérialiste britannique est dans l'intérêt de tous ceux qui y vivent.

Nous ne pleurerons pas si nous voyons la désintégration de l'État britannique provoquée par les partis Conservateur et Unioniste. Nous nous réjouissons également que la participation de la reine à la prorogation nous ait donné l'occasion de discuter des idées républicaines avec un public plus large. Nous pensons que la représentation proportionnelle devrait être portée par la gauche, plutôt que de laisser les Libéraux-démocrates défendre cette mesure démocratique.

Le Parti travailliste

Corbyn a joué un rôle positif dans la lutte contre un Brexit sans accord. Son influence s'est ainsi accrue.

Pour éviter qu'il n'y ait pas d'accord de sortie avec l'UE, il a proposé le 21 août que les autres soutiennent une motion de censure contre Johnson. Il se déclarait alors prêt à diriger un gouvernement intérimaire qui prolongerait l'application de l'article 50 pour organiser rapidement les élections législatives. Le 27 août, une réunion a eu lieu entre des forces qui s'opposaient à accord mais en raison du refus des Libéraux-démocrates de soutenir un gouvernement Corbyn pendant une période de temps aussi brève soit-elle, aucune décision n'a été prise.

Le fait est que Corbyn a finalement tourné en s'exprimant clairement pour un vote public sur le Brexit. Ce fut un tournant important, mais il a nécessité un long processus de préparation. Le temps qu'il lui a fallu pour le faire a affaibli les chances des travaillistes de remporter les élections.

L'un des problèmes est de savoir si les travaillistes peuvent récupérer lors des élections les électeurs perdus au profit des Libéraux-démocrates et des Verts. Rappeler le rôle des Lib-Dems dans la coalition austéritaire et leurs promesses non tenues sur les frais de scolarité qui ont rendu l'accès à l'université beaucoup plus difficile pour les enfants de la classe ouvrière est essentiel. Mais pas suffisant. Les campagnes d'inscription sur les listes électorales - en particulier parmi les jeunes qui continuent d'être largement contre le Brexit - seront cruciales. La BBC a rapporté que 200 000 personnes se sont inscrites pour voter au cours des 72 heures précédant le 5 septembre et que plus de 50 % d'entre elles ont moins de 35 ans. Finalement le sectarisme de Lib-Dems envers Corbyn n'améliore pas leur position.

D'un autre côté, on ne sait pas encore très bien si les travaillistes tenteront de négocier un accord avec l'UE s'ils accèdent au pouvoir. Il y a encore des gens qui croient qu'un « Labour Brexit » (qui défend les travailleurs) est un objectif réalisable. Le fait que Corbyn ne se soit pas encore attaqué à ce mythe rend beaucoup plus difficile le travail de ceux d'entre nous qui ont dit dès le début que c'était une contradiction dans les termes.

Fait assez intéressant : alors que les libéraux-démocrates et les conservateurs rebelles semblent plutôt mal à l'aise d'avoir Jeremy Corbyn comme Premier ministre, le secteur financier britannique semble beaucoup plus à l'aise avec la possibilité d'un gouvernement travailliste, surtout si on le compare à un Brexit sans accord.

Quelle sera la prochaine étape ?

Le terme « alliance rebelle » (comme dans *Star Wars*) a été utilisé pour décrire ceux qui travaillent ensemble pour empêcher une sortie de l'UE sans accord. Mais si tous les membres de l'alliance veulent mettre un terme à un « non-accord », ils ont de grandes divergences sur d'autres questions. Le fait que Corbyn ait été sûr de lui depuis le retour du Parlement a calmé certaines attaques contre lui de la part des « alliés » (et du Parti travailliste parlementaire), mais le chef adjoint du Parti travailliste, Tom Watson, semble relancer cette dynamique.

Les travaillistes, le SNP, le Plaid Cymru et les Lib-Dems veulent des élections générales, mais pas selon les termes de Johnson. En ce qui concerne Change UK, si ce parti existe encore, c'est moins clair. La plupart de ses élus perdront leur siège aux élections, c'est pourquoi certains d'entre eux ont rejoint les Libéraux-démocrates au cours des derniers jours. Les conservateurs rebelles se battront en tant que conservateurs indépendants ou abandonneront leur carrière politique, comme Jo Johnson, Nicholas Hurd et Caroline Spelman.

L'imprévisibilité de Johnson et le fait qu'il soit un menteur posent un autre défi. Même si sa stature de menteur n'est pas à la hauteur de celle de Trump (et les mensonges de Trump servent souvent à couvrir ses propres insuffisances personnelles), il a perdu trois emplois à cause de ses mensonges. Et il a menti constamment depuis mai : pendant sa campagne pour la direction des conservateurs (où la prorogation du Parlement faisait déjà l'objet de discussions), en prétendant qu'il cherche à conclure un accord de Brexit avec l'UE et que des progrès ont été réalisés (une surprise pour l'UE). Il a passé sa vie à mentir et ne semble avoir aucun cas de conscience à le faire. Par conséquent, sa parole ne vaut rien et personne ne lui fait confiance.

Alors que beaucoup espèrent qu'il finira mort dans un fossé plutôt que de demander une prolongation des négociations avec l'UE, s'il ne le fait pas, il enfreindra la loi. Autant beaucoup

d'entre nous aimeraient le voir menotté par la police, autant il pense peut-être qu'être un martyr du Brexit pourrait le faire réélire. Bien sûr, nous voulons empêcher cela.

On ne sait pas s'il demandera une prolongation de l'article 50. S'il ne le fait pas, alors il fait appel à la base du Brexit Party. Mais cette tactique pourrait détruire la légitimité du Parti conservateur et conduire à une scission avec sa base de centre-droite (cela s'est déjà produit dans le passé avec les lois sur le maïs en 1846 et la réforme tarifaire au début du XX^e siècle).

L'absence d'une Constitution écrite n'aide pas alors que l'introduction de la loi instaurant les élections législatives à date fixe (FTPA) a brouillé les cartes. La question se résume au fait que Boris Johnson ne se comporte pas selon les règles que les Premiers ministres sont censés suivre. Aucun autre Premier ministre n'aurait laissé entendre qu'il refuserait d'appliquer la loi en ne présentant pas à l'UE de demande d'une prolongation de l'article 50. Qui sait s'il est sérieux ou s'il fait semblant ?

Voici un scénario cauchemardesque : si Johnson démissionne juste avant la date limite pour la demande (le 19 octobre), nous n'aurons pas de gouvernement pour la soumettre à l'UE à moins qu'un gouvernement à court terme ne soit convenu par « l'alliance rebelle » - les Lib-Dems et les conservateurs rebelles vont-ils dépasser leur dégoût pour la politique de Jeremy Corbyn et laisser le leader de l'opposition former un gouvernement à court terme ou allons-nous conclure un Brexit sans accord en l'absence d'un gouvernement ?

Si Johnson démissionne, la reine demandera certainement à l'opposition de former un gouvernement (deux semaines sont accordées pour former un gouvernement ce qui, en cas d'échec, entraînera des élections générales). En outre, la demande ne peut être présentée par le chef de l'État (la reine) en l'absence d'un gouvernement. Un gouvernement technocratique de hauts fonctionnaires sera-t-il nommé (est-ce même possible en Grande-Bretagne, nous ne sommes pas l'Italie) ? Les élections durent environ un mois - c'est beaucoup trop long à une époque où la Grande-Bretagne est confrontée à un Brexit imminent sans accord.

Il y a toujours l'option explosive de révoquer un Brexit sans accord, car le Brexit doit être voté par le Parlement. Mais je pense qu'elle aussi devrait être soumise à l'UE... par un gouvernement. Cela n'aiderait certainement pas à « réunifier la nation », mais je doute que ce soit de toute façon une tâche facile. Vos suppositions sont aussi bonnes que la mienne... qui sait ?

Entre-temps, les travaillistes conservent d'importants atouts en vue des prochaines élections. Le manifeste de 2017, ainsi que le très grand nombre de membres qui ont fait du porte-à-porte pour faire passer ce message, peuvent et doivent continuer lors de tout prochain scrutin. Tous ceux qui ont rejoint le Parti travailliste pour faire campagne pour Corbyn en tant que leader, y compris ceux qui sont devenus quelque peu désabusés depuis du fait des manœuvres bureaucratiques et de la lenteur du changement, doivent s'impliquer pour le renversement des conservateurs et l'établissement d'un gouvernement travailliste radical ainsi que dans la lutte contre la droite travailliste qui veut miner la dynamique de ce projet.

* Susan Pashkoff est économiste et militante de Socialist Resistance (section britannique de la IV^e Internationale). Cet article a été d'abord publié le 11 septembre 2019 par le site web *Socialist Resistance - feminist, ecosocialist, internationalist* :

<http://socialistresistance.org/british-politics-in-tumult/17975> (Traduit de l'anglais par JM).

Susan Pashkoff

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.